

Approches historiques et politiques de la guerre en Ukraine

dimanche 26 mars 2023, par [Céline MARANGE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Céline MARANGE](#), **Approches historiques et politiques de la guerre en Ukraine**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 26 mars 2023.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

C. Marangé commence par faire le tour des prétextes avancés par la Russie pour relancer sa guerre en Ukraine. Derrière ces enjeux de sécurité, il y a des questions de rang et une conception problématique de la sécurité. Enfin, il faut se pencher sur les questions identitaires et la dérive autoritaire.

En relançant sa guerre contre l'Ukraine le 24 février 2022, l'état final recherché par V. Poutine n'était pas seulement la démilitarisation de l'Ukraine. C'était une Russie dominatrice ayant eu sa revanche sur l'Occident et ayant repris ses « droits ancestraux » sur des terres considérées comme historiques. Ce serait une erreur de croire que les motivations du président russe sont seulement d'ordre sécuritaire et que, s'il obtenait des concessions territoriales et des garanties de sécurité, il s'en contenterait. Nous sommes confrontés à un problème d'une autre complexité : À un revanchisme assumé. À un impérialisme non dissimulé. À une propagande débridée. À une folie meurtrière. À un dirigeant qui dispose du feu nucléaire, qui s'enferme dans sa réalité, qui a brûlé les ponts et qui ne peut plus faire marche arrière.

Voici le texte de la remarquable conférence d'ouverture du Colloque « Guerre en Ukraine : un an après, quelles leçons ? » à l'Ecole militaire, Paris, 16 février 2023. Il sera prochainement également publié sur le site de l'IRSEM, accompagné d'autres contributions de ce colloque.

IL m'a été demandé de revenir sur les origines de la guerre en Ukraine et de proposer une lecture historique et politique du conflit.

La question des origines de la guerre n'est pas seulement un sujet d'histoire sur lequel les historiens auront un jour à se prononcer. C'est une clef d'analyse utile et nécessaire à la prospective. Toute personne réfléchissant à l'évolution de cette guerre qui a débuté en 2014, à l'avenir de la sécurité européenne et des relations avec la Russie, doit s'y confronter.

On a une idée assez claire des buts de guerre initiaux. On sait que le plan opérationnel de départ prévoyait une décapitation du pouvoir ukrainien et l'installation d'un gouvernement prorusse à Kyiv. Mais on ignore encore largement quel était l'état final recherché. Une Ukraine neutralisée ? Une Ukraine inféodée ? Une Ukraine annexée ?

Beaucoup d'analystes prennent pour acquis que les buts de guerre annoncés par le président russe dans son allocution du 24 février 2022, à savoir la démilitarisation et la « dénazification » de l'Ukraine - étaient les buts réels, et que ces objectifs affichés constituaient une fin en soi, et non seulement un moyen. Je serais plus prudente.

En réalité, on ne sait pas et on en est réduit à supputer :

. Est-ce que l'invasion visait simplement à procéder à un changement de régime et à rappeler par la force où s'arrêtait la sphère d'influence russe ?

. Est-ce qu'il s'agissait de s'opposer à l'OTAN et d'imposer une révision complète de l'ordre international et une refonte de l'architecture de sécurité en Europe ?

. Est-ce que, derrière la volonté de contrôler militairement l'Ukraine et de la vassaliser

politiquement, il y avait aussi le projet de l'absorber à plus ou moins brève échéance, soit directement par annexion, comme pour la Crimée et les territoires conquis, soit par un élargissement de l'État d'Union russo-biélorusse ?

Revenir sur les origines de la guerre est une façon parmi d'autre de s'interroger sur l'état final recherché - une question cruciale pour comprendre les buts de guerre actuels.

Pour cerner les intentions des acteurs, il faut prendre au sérieux leurs discours, comprendre leurs représentations du monde, de l'espace et de l'histoire, ainsi que leur manière d'envisager la puissance, la sécurité et leur destinée singulière ; il faut aussi, je crois, s'efforcer d'explicitier les fausses perceptions, de déceler les malentendus et de débusquer les mensonges érigés en vérités.

C'est dans cet esprit et dans une perspective historique que j'envisagerai les enjeux de sécurité, puis les considérations identitaires et les raisons politiques.



Dr. Céline Marangé

Chercheuse sur la Russie, l'Ukraine et le Belarus à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire et membre associée du Centre de recherche en histoire des Slaves (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).
MINARM

Rappelons, pour commencer, que les dirigeants russes ont prétexté des raisons de sécurité pour entrer en guerre

En décembre 2021, ils ont présenté des exigences qui impliquaient une refonte de l'ordre de sécurité et qu'ils savaient être inacceptables.

Ils ne demandaient pas seulement des garanties écrites concernant la non-entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN, l'interruption de toute coopération militaire de pays membres de l'OTAN avec l'Ukraine, et la fin des exercices et des manœuvres de l'OTAN près des frontières russes, notamment en mer Noire.

Par une formule assez alambiquée et ambiguë, ils demandaient aussi, ni plus ni moins, **le retour de l'OTAN dans ses frontières de 1997**, c'est-à-dire avant les élargissements aux pays ayant appartenu au Pacte de Varsovie.

Ces demandes laissent penser qu'ils sont entrés en guerre pour des raisons de sécurité et qu'à

l'origine de la guerre en Ukraine, il y a un dilemme de sécurité mal géré.

On appelle dilemme de sécurité le processus par lequel un État inquiet pour sa sécurité accroît sa puissance, ce qui en retour est perçu comme une menace par l'État contre lequel il voulait se protéger, entraînant une spirale sans fin de montée des tensions.

Il est vrai que les milieux politiques et la communauté stratégique russes avaient une vision très hostile de l'environnement de sécurité de la Russie et la conviction que les pays occidentaux n'avaient cessé de chercher à nuire à ses intérêts et à sa sécurité.

Ces perceptions ont au moins autant à voir avec la culture politique et stratégique des acteurs politiques russes qu'avec les actions de l'OTAN. Elles n'en trahissent pas moins une insatisfaction profonde et constante concernant l'ordre de sécurité européen post-Guerre froide et le rôle dévolu à la Russie et aux États-Unis dans ces arrangements de sécurité.

Pour cette raison, il me semble utile de présenter, de façon distanciée, le point de vue des dirigeants russes sur ces questions. Ils formulaient avant-guerre quatre griefs.

Le premier grief russe portait sur le fonctionnement de l'ordre international.

Dans les années 1990, la Russie, affaiblie sur tous les plans, s'est trouvée impuissante à empêcher des interventions occidentales et, en particulier, les frappes aériennes de l'OTAN contre les positions serbes au Kosovo en mars 1999. Cette campagne militaire qui se déroule en dehors de tout cadre onusien est perçue à Moscou [comme une humiliation](#) et [marque un premier refroidissement](#) des relations russo-américaines.

Dès cette époque s'affirme une critique de l'unilatéralisme américain et occidental. Les élites politiques russes ont l'impression, à tort ou à raison, que la Russie n'a pas été réinsérée dans le concert international et qu'elle a dû accepter les vues des vainqueurs de la Guerre froide. Cette insatisfaction s'accroît encore après le retrait unilatéral des États-Unis du traité ABM en 2002 qui avait marqué le début de la détente en 1972 et encore plus à la suite de l'intervention militaire en Irak en 2003.

Un premier coup de semonce intervient en février 2007. Le président Poutine, qui achève son deuxième mandat, prononce son fameux [discours de Munich](#). Il impute les dysfonctionnements du système international à « l'unipolarité du monde » et se livre à une critique acerbe des États-Unis, dénonçant notamment « le dédain pour les principes de base du droit international » et « un hyper-usage quasi-irréfréné de la force ». Concernant l'Europe, il s'en prend vivement au projet d'extension du système de défense anti-missile européen, remarquant qu'il « s'avère que l'OTAN a placé ses forces de première ligne aux frontières » russes.

Le deuxième grief russe concernait bien sûr l'élargissement de l'OTAN.

Dans ce même discours de Munich, V. Poutine estime que « l'expansion de l'OTAN n'a aucun rapport avec (...) le fait d'assurer la sécurité de l'Europe » et représente « une sérieuse provocation diminuant le niveau de confiance mutuelle ». Il marque ainsi son [exaspération face aux élargissements successifs](#) de l'Union européenne (UE) et de l'OTAN dans l'ancienne chasse gardée de Moscou. À cette date, l'OTAN compte déjà dans ses rangs tous les anciens pays

alliés de l'Union soviétique au sein du Pacte de Varsovie.

Les Russes auraient voulu *a posteriori* que l'OTAN disparaisse en même temps que la menace soviétique. Ils se disent convaincus que des garanties orales ont été données à Gorbatchev concernant le non élargissement de l'OTAN à l'Est. C'est [historiquement faux](#), mais ça ne les empêche pas de croire à leur mystification historique.

Dans son ouvrage [Not One Inch](#), l'historienne Marie-Elise Sarotte montre, au terme d'une enquête minutieuse et élargie dans différents fonds d'archives, que la réflexion concernant une possible extension de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale commence avant même la dissolution du pacte de Varsovie en juillet 1991, et que, dès l'année 1990, des ouvertures en ce sens ont été faites par de hauts représentants américains auprès des nouveaux dirigeants de ces pays.

Le troisième grief russe portait sur le rapprochement de l'Ukraine et de la Géorgie avec les pays occidentaux, en général, et avec l'OTAN, en particulier.

À l'époque du discours de Munich, l'OTAN avait établi des Plans d'action individuels pour le partenariat (IPAP) avec la Géorgie en 2004, l'Azerbaïdjan et l'Arménie en 2005, la Moldavie en 2006. Elle avait mis en place un « dialogue renforcé » avec l'Ukraine en 2005 et renforcé ses relations avec la Géorgie en 2006.

Au sommet de l'OTAN à Bucarest d'avril 2008, Washington propose – sur l'insistance du président Bush et [contre l'avis du renseignement américain](#) – d'offrir un plan d'action pour l'adhésion (MAP) à la Géorgie et à l'Ukraine. Paris et Berlin qui anticipent de fâcheuses conséquences opposent un veto, ce qui conduit Londres à négocier une solution intermédiaire.

Le MAP n'est certes pas accordé, mais les chefs d'état et de gouvernement des pays-membres de l'OTAN conviennent d'ouvrir des discussions d'adhésion avec l'Ukraine et la Géorgie. [Le point 23 de la déclaration finale](#) du sommet spécifie en particulier : « Aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l'OTAN. (...) Nous déclarons aujourd'hui que nous soutenons la candidature de ces pays au MAP. »

... ce compromis a été fatal car en réalité il accroissait l'insécurité de ces deux pays sans leur donner de réelle garantie ni d'échéance ferme.

On peut considérer que, du point de vue russe, le point de rupture est atteint à ce moment-là. Avec le recul du temps, on ne peut s'empêcher de penser que **ce compromis a été fatal car en réalité il accroissait l'insécurité de ces deux pays sans leur donner de réelle garantie ni d'échéance ferme.**

En parallèle de ce processus, le Conseil européen se penche, deux mois plus tard, pour la première fois sur le **projet de « Partenariat oriental »**, qui s'adresse à tous les anciens pays soviétiques situés dans le voisinage direct de l'Europe, à savoir la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie – à l'exception de la Russie. Ce projet a été élaboré à l'initiative du ministre polonais des Affaires étrangères avec le soutien du ministre

suédois des Affaires étrangères ; il constituait une nouvelle étape dans la Politique de voisinage qui avait été formulée en 2003 en prévision des élargissements et lancée en mai 2004. Il visait à promouvoir dans ces pays l'État de droit, la bonne gouvernance et la démocratie. Mais la Russie y voit un danger politique et surtout des luttes d'influence d'un autre âge.

Le deuxième coup de semonce intervient en août 2008. La guerre de Géorgie, courte et meurtrière, conduit à l'occupation par la Russie de toute l'Ossétie du Sud. Moscou reconnaît dans la foulée son indépendance, ainsi que celle de l'Abkhazie, deux territoires géorgiens au regard du droit international. Elle réplique ainsi à la proclamation unilatérale de l'indépendance du Kosovo, qui est intervenue le 17 février 2008 et que la Russie et la Serbie ont vivement réprouvée.

Cette guerre interrompt le rapprochement de l'Ukraine et de la Géorgie avec l'OTAN, mais conforte les dirigeants européens dans leur volonté d'offrir une alternative aux pays post-soviétiques. Moscou réplique en proposant des projets d'intégration régionales. Les concurrences s'aiguisent dans l'espace post-soviétique où entrent aussi en scène la Chine et la Turquie.

De fil en aiguille, une nouvelle crise survient quand, en novembre 2013, le président ukrainien Victor Ianoukovitch renonce, au dernier moment, à signer l'accord d'association avec l'Union européenne. Après avoir longtemps tergiversé, il a cédé aux demandes de Vladimir Poutine qu'il a rencontré en secret à l'aéroport de Vnoukovo.

Mais [la jeunesse et la société civile ukrainiennes](#) ne l'entendent pas ainsi et ne s'avouent pas vaincues. Elles organisent une mobilisation sur Maïdan pour sauver l'accord d'association qu'elles perçoivent comme une promesse de réformes, un gage de meilleure gouvernance et une opportunité de rompre avec le passé soviétique et l'oligarchie post-soviétique.

La mobilisation, exceptionnelle, dure trois mois, se poursuit par des températures glaciales - ils ont tenu deux semaines par -20°C. Elle fait peur à Vladimir Poutine, qui a fait face à une forte contestation en Russie l'année précédente. Les dirigeants russes qui, pour la plupart, ont fait leur classe au KGB ne croient pas à la spontanéité d'une mobilisation sociale, ni à l'agentivité des sociétés ; ils sont persuadés que ces mouvements sont orchestrés depuis l'étranger pour nuire aux intérêts russes.

Face à la répression, la confrontation prend un tour insurrectionnel et Viktor Ianoukovitch fuit la capitale. En réponse, les Russes annexent la Crimée sans coup férir et envoient des commandos déstabiliser le Donbass, [comme l'a reconnu le colonel du FSB](#) qui était à la manœuvre et qui compte aujourd'hui au nombre des blogueurs militaires d'extrême droite les plus en vue. Depuis la guerre dans le Donbass n'a jamais cessé.

Le quatrième grief portait sur la non-application des accords de Minsk.

Les [accords de Minsk II](#) ont été conclus en février 2015, dans des conditions très défavorables pour l'Ukraine, juste après la défaite de Debaltseve. L'objectif était d'interrompre l'avancée de l'armée russe qui avait l'avantage sur le terrain.

Les [accords](#) n'ont jamais été appliqués car un désaccord a toujours subsisté concernant l'ordre

d'application des clauses : les Russes exigeaient que les clauses politiques, en particulier la fédéralisation de l'Ukraine (point 11) et l'amnistie des séparatistes (point 5), soient mis en œuvre en premier ; ils demandaient aussi que les dirigeants séparatistes soient associés aux négociations et donc reconnus dans leurs fonctions.

Les Ukrainiens qui faisaient face à un mouvement sécessionniste entièrement contrôlé par Moscou, refusaient ces demandes et insistaient pour que les clauses de sécurité, notamment le rétablissement du contrôle de la frontière, interviennent en priorité.

Les autorités russes reprochent vivement à Paris et à Berlin de ne pas avoir fait suffisamment pression sur Kyiv pour appliquer ces accords. C'est un faux procès, à mon avis, car Français et Allemands n'en avaient pas les moyens. Et puis à quel titre il aurait fallu forcer Kyiv à accepter de se soumettre à la pression militaire et à la subversion politique exercées par Moscou ?

J'en viens à mon deuxième point. Derrière ces enjeux de sécurité, il y a des questions de rang et une conception problématique de la sécurité.

Certains en France déduisent de tout ce que je viens d'expliquer que l'OTAN et les États-Unis portent une lourde responsabilité dans la guerre en Ukraine, dans la mesure où les élargissements de l'OTAN ont contribué à renforcer le complexe obsidional de la Russie, ainsi que son complexe de déclassement. Ils considèrent que cette guerre aurait pu être évitée si de telles actions n'avaient pas été entreprises.

Nos partenaires et alliés centre-européens s'érigent avec vigueur contre cette interprétation, en nous rappelant d'autres réalités historiques et en se plaçant dans une autre temporalité, celle du temps long. Tous les pays de l'ancien bloc de l'Est ayant appartenu au Pacte de Varsovie ont dès le tout début des années 1990 voulu rejoindre l'OTAN, une alliance défensive.

Pourquoi cherchaient-ils des garanties de sécurité auprès de l'OTAN ?

Pour se protéger de la volonté de domination de la Russie.

Pour se prémunir contre toute résurgence de l'impérialisme russe.

Parce qu'ils avaient subi, dans les 45 années précédentes, l'occupation soviétique ;

Parce qu'ils avaient fait, des siècles durant, l'expérience de la violence politique russe ;

Parce qu'ils redoutaient ce qui est en train de se passer en Ukraine.

Il faut rappeler qu'au début de la Première Guerre mondiale, les pays baltes, la Finlande et la Pologne appartenaient, pour partie ou en entier, à l'empire russe et qu'elles ont eu à subir des politiques répétées de russification et de conversion forcées.

Rappelons aussi qu'au début de la Seconde Guerre mondiale, au titre des protocoles secrets du pacte Ribbentrop-Molotov, l'Union soviétique a annexé la partie orientale de la Pologne indépendante, qu'au printemps suivant, le NKVD a exécuté 22 000 membres de l'élite

polonaise, dont 8 000 officiers prisonniers de guerre et autant de membres de l'intelligentsia, dans la forêt de Katyn, puis qu'il a, deux mois plus tard, procédé à l'exécution ou la déportation de toutes les élites baltes. Je pourrais aussi parler de la guerre d'hiver contre la Finlande.

Enfin, rappelons que des pays comme la Hongrie, la République tchèque et la Pologne ont vu les chars du pacte de Varsovie mâter leurs aspirations au changement en 1956, en 1968 et en 1981. En Pologne, le départ des troupes russes n'est intervenu qu'en 1993, comme le rappelait récemment le Président Duda dans une [interview](#) au *Figaro*.

Pour les Russes, cette réalité est difficile à accepter pour au moins deux raisons :

Pour des raisons historiques, tout d'abord : les autorités russes estiment que leur pays - c'est-à-dire l'Union soviétique - a payé un très lourd tribut dans la libération de l'Europe de la folie exterminatrice des nazis et que cette victoire chèrement acquise leur donne des droits jusqu'à aujourd'hui.

Ils font semblant d'ignorer qu'à l'occupation nazie a succédé une autre occupation, des déportations de population, mais aussi des migrations russes importantes - la technique communiste d'ingénierie sociale par excellence -, ce qui, dans de très petits pays, a suscité de vives inquiétudes sur l'identité, une peur de l'absorption.

Cette réalité est aussi difficile à accepter pour des raisons politiques : les dirigeants russes actuels n'ont tout simplement pas la même vision de la sécurité que nous. Ils ne partagent pas la vision de la sécurité qui est au cœur du projet européen, à savoir l'idée, portée par les pères fondateurs de l'Europe, que pour dépasser le cycle de la vengeance sans fin, la coopération est nécessaire et souhaitable.

Sur [la sécurité européenne](#), il y a deux visions qui s'affrontent en Russie.

Les plus modérés, ceux qui aujourd'hui n'ont plus voix au chapitre, mettaient l'accent sur le concept « d'indivisibilité de la sécurité », et plaidaient en faveur de mécanismes de concertation et, généralement, de la neutralisation au moins provisoire des pays de l'entre-deux, c'est-à-dire des pays post-soviétiques.

Les autres, les faucons qui tiennent le haut du pavé, sont favorables aux sphères d'influence et récusent le principe d'égalité souveraine des États. Ils expliquent de manière tout à fait décomplexée qu'il incombe aux grandes puissances de régler les affaires du monde et que les petits États n'ont qu'à suivre et à obéir.

Ils refusent de considérer les pays post-soviétiques comme des pays pleinement souverains, aptes à choisir leur système politique et leurs alliances militaires, ce qui rappelle singulièrement la [doctrine brejnévienne de la souveraineté limitée](#). Pour eux, la sécurité passe par le contrôle des marges et la puissance s'exprime à travers la domination.

J'en viens à mon dernier point : les considérations identitaires et la dérive autoritaire

Derrière [la guerre en Ukraine](#), il y a, à l'évidence, [la volonté, sinon d'en découdre avec l'Occident, du moins de récuser son modèle, son hégémonie](#), et, ce faisant, d'accélérer

le démantèlement de l'ordre international.

Le coup de force contre l'Ukraine visait, à mon avis, à faire la démonstration de la faiblesse de l'OTAN et à obtenir une revanche symbolique contre l'Occident.

Ce sont là des objectifs tout à fait assumés dans le discours politique russe que des experts russes écoutés reprennent à l'envi. Il faut se souvenir que la Russie et la Chine ont fait une [longue déclaration commune](#) en ce sens au début du mois de février 2022.

Le coup de force contre l'Ukraine visait, à mon avis, à faire la démonstration de la faiblesse de l'OTAN et à obtenir une revanche symbolique contre l'Occident. Et dans cette guerre qu'ils ont déjà perdue une fois, aucune défaite n'est permise.

Derrière la guerre en Ukraine, il y a aussi la difficulté ou l'impossibilité de penser la Russie comme un État-nation et non comme un empire.

Historiquement, la Russie s'est construite comme un empire, à l'époque tsariste comme à l'époque soviétique, dans un mouvement continu de violence, d'absorption et de subjugation. Elle a toujours été une puissance dominatrice et conquérante depuis au moins les [grandes conquêtes de Pierre le Grand](#), ce qu'on a tendance à minimiser en France, par méconnaissance de l'histoire longue de cette région du monde.

La Russie est le plus grand pays du monde : un huitième des terres émergées ; 31 fois la France ; 11 fuseaux horaires. Elle a hérité de 75 % du territoire de l'Union soviétique et de son potentiel nucléaire. Mais ses élites ont l'impression d'une amputation car c'est moins qu'à l'époque impériale et soviétique.

Elles souffrent d'un fort complexe de déclassement qui est directement lié à l'histoire, mais qui s'exprime dans le rapport à l'espace. La chute de l'Union soviétique a entraîné [la perte d'un système de valeurs](#) qu'on présentait comme éternel, la fin d'un sentiment d'exceptionnalisme, le bouleversement de la carte mentale et la nécessité d'un nouveau positionnement international, soit en fin de compte des problèmes d'identité.

Derrière la guerre en Ukraine, il y a aussi le refus du président russe, là encore tout à fait assumé, de reconnaître le droit de l'Ukraine à exister en tant que pays souverain et indépendant.

Ce refus s'ancre dans la conviction maintes fois exprimée que la nation ukrainienne n'existerait pas et que l'État ukrainien serait une invention récente et factice.

Le président russe adhère à une conception essentialiste de la nation, à l'idée que la nation serait immuable dans le temps et s'ancrerait uniquement dans la langue, la religion et la culture. Or on sait - [l'anthropologue Benedict Anderson](#) l'a très bien montré - que toute nation est une « communauté politique imaginée », fondée sur un contrat social qui s'incarne dans la volonté de faire nation ensemble.

[L'Ukraine](#) touche aussi [au cœur de l'identité russe](#) parce qu'elle est le berceau de la Rous et le lieu d'origine de l'orthodoxie slave, le lieu du baptême et de la conversion au christianisme. À lire et à écouter Vladimir Poutine, il y a lieu de penser qu'il a voulu rester dans l'histoire comme celui qui aurait réuni Russes et Ukrainiens formant, selon lui, « un seul et même peuple » et comme celui qui aurait rassemblé les « terres russes » [dispersées par la faute](#) des errements de Lénine, de la négligence de Staline et de la faiblesse de Gorbatchev.

Enfin, bien sûr, derrière la guerre en Ukraine, il y a l'aboutissement d'une dérive autocratique et d'une personnalisation extrême du pouvoir.

Je ne m'appesantis pas sur ce point, crucial s'il en est, mais c'est évidemment l'arrière fond politique sans lequel les autres évolutions, et cette décision fatidique, n'auraient pas pu avoir lieu.

Je voudrais souligner qu'en parallèle de [la guerre](#) sans merci [livrée à l'Ukraine](#), le pouvoir russe livre une autre guerre sur le front intérieur, en Russie même, contre la société civile, contre les libertés publiques et contre l'État de droit.

Pour mener cette guerre, il recourt à la répression et à l'intimidation, mais aussi à une propagande débridée qui prône la mort. Le verbe comme arme, la déshumanisation de l'ennemi, qualifié de nazi, n'est-ce pas un héritage de la violence bolchevique ?

L'état final recherché, ce n'était pas seulement la démilitarisation de l'Ukraine ; c'était une Russie dominatrice ayant eu sa revanche sur l'Occident...

Conclusion

Rien n'exprime mieux, à mon avis, l'enchevêtrement des paramètres identitaires et géopolitiques que le symbolisme des dates :

Le bras de fer a été engagé en décembre 2021, au trentième anniversaire de la dissolution de l'Union soviétique, au lendemain du tricentenaire de la fondation de l'empire par Pierre le Grand, fêté en grande pompe en novembre 2021.

L'invasion quant à elle a commencé quinze ans, mois pour mois, après le fameux discours de Munich. Et tout devait peut-être se terminer en décembre 2022, pour le centième anniversaire de la fondation de l'Union soviétique.

Pour finir revenons au point de départ de notre réflexion.

À mon sens, l'état final recherché, ce n'était pas seulement la démilitarisation de l'Ukraine ; c'était une Russie dominatrice ayant eu sa revanche sur l'Occident et ayant repris ses droits ancestraux sur des terres considérées comme historiques.

Ce serait une erreur, à mon avis, de croire que les motivations du président russe sont seulement d'ordre sécuritaire et que, s'il obtenait des concessions territoriales et des garanties de sécurité, il s'en contenterait.

On est confrontés à un problème d'une autre complexité : À un revanchisme assumé. À un impérialisme non dissimulé. À une propagande débridée. À une folie meurtrière. À un dirigeant qui dispose du feu nucléaire, qui s'enferme dans sa réalité, qui a brûlé les ponts et qui ne peut plus faire marche arrière.

Copyright 2023-Marangé

Plus

Vidéo. Approches historiques et politiques de la guerre en Ukraine. Conférence de Céline Marangé

Cette vidéo peut aisément être diffusée en classe ou en amphi.

Encore plus

[Playlist sur la chaine youtube MINARM, Guerre en Ukraine : un an après, quelles leçons ?](#)

Les organismes d'enseignement, de recherche et de doctrine de l'École militaire ont organisé le 16 février 2023 leur premier colloque annuel commun sur le thème de la guerre en Ukraine. [Seize interventions sont disponibles en ligne.](#)

[Le site de l'IRSEM](#)

[. Que nous apprend l'Ukraine au sujet des forces morales de la Nation ? Entretien avec C. Marangé](#)

Que révèle l'expérience ukrainienne de l'importance des forces morales de la Nation ? Cet entretien avec Céline Marangé pose de manière argumentée la nécessité d'une prise de conscience partagée des enjeux.

Cet entretien a été réalisé par le Ministère des Armées dans le contexte d'un colloque organisé à l'École militaire (Paris) le 28 novembre 2023 : "Forces morales de la Nation".

P.-S.

Dr. Céline Marangé est chercheuse sur la Russie, l'Ukraine et le Belarus à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire et membre associée du Centre de recherche en histoire des Slaves (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne). Ses travaux portent sur la politique étrangère et de défense, les élites politiques et militaires russes, les stratégies russes d'influence et de dissuasion, ainsi que sur les conflits et les enjeux de sécurité dans l'espace post-soviétique.